

Derrière le virage régalien, l'héritage chevènementiste du chef de l'Etat

Etudiant, Emmanuel Macron a participé à plusieurs réunions du Mouvement des citoyens de l'ancien ministre de l'intérieur. Une référence assumée au moment de débattre d'immigration



Le premier ministre, Edouard Philippe, à l'Assemblée nationale, le 7 octobre.
BENOÎT TESSIER/REUTERS

Des dizaines, des centaines de personnes, toutes souriantes, toutes affables, pas toutes connues... Emmanuel Macron n'en finit pas de serrer des mains, ce 14 mai 2017, sous les lustres de la salle des fêtes de l'Hôtel de ville de Paris. La capitale célèbre le président de la République nouvellement élu, comme le veut la tradition.

Un visage familier se dessine au milieu de la foule : celui du politologue Jean-Yves Camus, chargé de mission au service des relations internationales de la Mairie. Quinze ans qu'ils ne se sont pas vus. « Je me souviens de vous », lui glisse le chef de l'Etat dans une œillade malicieuse. Au tournant des années 2000, en effet, les deux hommes ferraillaient côte à côte pour le compte de Jean-Pierre Chevènement, héritier d'une gauche souverainiste et étatiste.

Ils se retrouvaient, avec d'autres, à la mairie du 11^e arrondissement de Paris, le temps de réunions autour de Georges Sarre, l'austère bras droit du fondateur du Mouvement des citoyens (MDC). C'était l'époque des autoproclamés « républicains des deux rives », qui, venant de la droite et de la gauche – certains vogueront, plus tard, vers l'extrême droite –, entendaient alimenter le programme du « Che » en vue de l'élection présidentielle de 2002.

Emmanuel Macron avait alors un peu plus de 20 ans, étudiait à Sciences Po, fréquentait déjà le philosophe Paul Ricoeur, et se piquait de participer au jeu politique. « Ça l'intéressait d'avoir une critique articulée de la construction européenne et de la monnaie unique, et de voir des gens originaux », se souvient un ancien de la maison MDC. Une parenthèse parfois occultée lorsque l'on retrace le parcours éclair de celui qui est devenu, à 39 ans, un chef de l'Etat libéral et pro-

européen, promoteur revendiqué du progressisme. Mais le voile est en passe de se lever.

Depuis quelques semaines, le souvenir de ces années d'éveil à la politique est brandi sans timidité à l'Élysée. Car l'heure est venue, pour le président de la République, d'impulser un virage régalien à son quinquennat. Sa référence à la deuxième gauche de Michel Rocard, focalisée sur l'économique et le social, ne suffit plus. Place à la fermeté d'un Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur sous Lionel Jospin (1997-2000), houpilleur de « sauvages », comme il qualifiait alors les mineurs délinquants, et poil à gratter des socialistes au sujet de l'immigration.

« Chevènement-clémenciste »

Voilà pourquoi, explique-t-on, il ne faut pas s'étonner de voir le chef de l'Etat regarder « en face » le défi migratoire, et réclamer à ses troupes d'en débattre au Parlement. « On a trop souvent réduit Emmanuel Macron à un unique héritage rocardien, estime ainsi Ismaël Emelien, ancien conseiller spécial du chef de l'Etat, dont il est resté proche. Il y a pourtant deux grandes différences : un rapport à l'Etat, à la nation, à l'autorité, qui se retrouve dans le chevènementisme. Et le fait d'intégrer des nouveaux sujets longtemps restés dans l'angle mort du débat public, comme la question environnementale ou celle des inégalités territoriales. »

Le « Che » lui-même, aujourd'hui âgé de 80 ans, qui est parfois convié à l'Élysée, se félicite de cette inclination. « J'approuve Emmanuel Macron dans sa volonté de mettre l'immigration sur la table, applaudit auprès du Monde celui qui occupe toujours le poste de représentant spécial de la France auprès de la Russie. On peut dire que c'est un non-sujet, mais ce

« CHEVÈNEMENT ET MACRON ONT CHACUN CONSIDÉRÉ QUE C'EST UNE FAILLITE DES ÉLITES QUI NOUS A AMENÉS LÀ OÙ NOUS SOMMES »

GUILLAUME VUILLETET
député LRM

et ancien cadre chevènementiste

n'est pas l'avis de la majorité des Français. L'immigration est nécessairement limitée par les capacités d'accueil et d'intégration. »

Un conseiller d'Emmanuel Macron justifiait déjà cette montée en gamme, il y a quelques semaines, en revendiquant pour le compte du chef de l'Etat un autre patronage : celui de Georges Clemenceau. « Emmanuel Macron est chevènement-clémenciste. D'une certaine gauche, ouverte et ferme », assurait ce proche. La référence peut faire sursauter de la part d'un homme qui s'est construit en miroir de Manuel Valls, autre « clémenciste » autoproclamé. Quand l'ancien premier ministre tançait la chancelière allemande Angela Merkel, en 2015, en allant déclarer dans la presse outre-Rhin que « nous ne pouvons plus accueillir davantage de réfugiés », l'ancien ministre de l'économie répondait, deux ans plus tard, dans une tribune au Monde, que M^{me} Merkel avait « sauvé notre dignité collective en accueillant des réfugiés en détresse, en les logeant, en les formant ».

« Je me souviens d'un Emmanuel Macron que je devais refréner dans son libéralisme ; se rappelle un interlocuteur régulier du chef de l'Etat, du temps où ce dernier était secrétaire général adjoint de l'Élysée (2012-2014). Il avait une approche économique des

choses, consistant à dire que c'est bon pour nous de faire venir les immigrants. Se revendiquer aujourd'hui de Chevènement, c'est de la méga-postrationalisation... »

S'il en parle rarement, Emmanuel Macron a pourtant assumé tôt sa période chevènementiste. « Autant la deuxième gauche m'a inspiré sur le social, autant je considère que son rapport à l'Etat reste très complexe, exposait-il ainsi, dès 2015, au journaliste Marc Endeweld, auteur du livre *L'Ambigu Monsieur Macron* (Flammarion). Je me suis toujours interrogé sur le rôle de l'Etat, et c'est pour cette raison que je me tourne, plus jeune, vers Jean-Pierre Chevènement. »

De cette période, plus que les questions régaliennes, d'aucuns retiennent qu'Emmanuel Macron aura brisé le balancier de l'alternance droite-gauche, réalisant en cela le dessein poursuivi par l'ancien animateur du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES), un des courants fondateurs du Parti socialiste. « Jean-Pierre Chevènement et Emmanuel Macron ont chacun considéré que c'est une faillite des élites qui nous a amenés là où nous sommes, que le système était bloqué et qu'il fallait faire tabula rasa, souligne Guillaume Vuilletet, député (La République en marche) du Val-d'Oise et ancien cadre chevènementiste. Emmanuel Macron est celui qui aura réussi dans cette équipe-là. »

« Il reste des traces de sa formation de jeunesse. Mon idée de faire turbuler le système, Emmanuel Macron l'a reprise, abonde Jean-Pierre Chevènement. Il a son propre chemin, néanmoins. Nommer [la centriste] Sylvie Goulard à la Commission européenne n'est pas très chevènementiste. » Tout héritage a ses limites. Même pour un président caméléon. ■

OLIVIER FAYE

A Paris, la question des migrants agite la précampagne

Alors que 1 441 tentes sont installées dans le nord de la capitale, les candidats rivalisent de propositions

Des centaines de tentes installées à la va-vite sous une bretelle d'autoroute, des camps de fortune qui resurgissent sitôt démantelés, des milliers d'étrangers vivant ou survivant aux franges de la ville, entre la porte de La Chapelle et celle d'Aubervilliers... A Paris, la question des migrants ne relève pas de la théorie. A cinq kilomètres de l'Assemblée nationale où les députés ont discuté, lundi 7 octobre, de la politique en la matière, se trouve l'une des plus importantes concentrations de migrants du pays. Un sujet devenu un des dossiers-clés des municipales.

La dernière passe d'armes entre l'équipe d'Anne Hidalgo et son principal opposant, le député (LRM) de Paris Benjamin Griveaux, donne un aperçu du débat. Interrogé dimanche par *Europe 1*, *Cnews* et *Les Echos*, le candidat à l'élection de mars 2020 a accusé la maire socialiste d'avoir « laissé une crise humanitaire se développer aux portes de Paris ». Pour régler le problème, il propose de « confier au maire la responsabilité de l'hébergement d'urgence », pour une expérience de deux à trois ans.

Réplique des pro-Hidalgo. L'adjoint au logement Ian Brossat a critiqué le « culot » de Benjamin Griveaux, tandis que la sénatrice PS de Paris Marie-Pierre de La Gontrie l'lti conseillait de remettre à jour ses fiches : « C'est à l'Etat que revient l'obligation légale d'assurer l'hébergement d'urgence des

DANS UNE VILLE ASSEZ BOBO, AUCUN DES CANDIDATS NE VEUT PASSER POUR UN EXTRÉMISTE ANTI-IMMIGRÉS

personnes sans abri en situation de détresse. » La Mairie n'a pas à compenser ses défaillances.

Les candidats avancent toutefois avec prudence. Dans une ville assez bobo, aucun ne veut passer pour un extrémiste anti-immigrés. « L'immigration est une chance, juge le mathématicien Cédric Villani, candidat dissident de LRM. Trois des quatre derniers Français à avoir reçu la médaille Fields [la plus prestigieuse récompense consacrée aux mathématiques] sont nés hors de France. » Seul point de consensus : la situation est intenable. « Catastrophique », « indigne », « inadmissible », les candidats rivalisent d'adjectifs pour dépeindre le sort réservé aux migrants et les conséquences pour les riverains.

Le 4 octobre, l'association France terre d'asile a repéré 1 441 tentes et 45 cabanes installées porte de La Chapelle, porte d'Aubervilliers, porte de La Villette, et de l'autre côté du périphérique, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Cela représente entre 1 620 et 3 150 personnes à la rue. Un niveau record depuis au moins 2017. Le nom-

bre de migrants s'envole depuis le début de l'année. Il atteint en moyenne quatre à cinq fois celui enregistré à la même période en 2017 ou 2018. Le problème se révèle d'autant plus grave que ces camps se situent dans des quartiers pauvres qui concentrent les difficultés : vol, prostitution, trafics en tout genre, notamment de drogue. Si bien que certains migrants sont devenus dépendants au crack.

Comptages impressionnants

Comment en est-on arrivé là ? « A cause d'une accumulation de facteurs », analyse Pierre Henry, le directeur général de France terre d'asile. D'abord, tous les dispositifs d'hébergement sont saturés. Ensuite, des migrants rejetés par l'Allemagne ou l'Italie arrivent à Paris. Enfin, une partie de ceux qui obtiennent le statut de réfugié ne trouvent pas de place pour autant, et finissent à la rue. »

Depuis plus d'un an, le sujet fait opposer la Mairie et l'Etat. Anne Hidalgo reproche à Emmanuel Macron et son gouvernement de ne pas agir efficacement, alors que la politique migratoire comme l'hébergement d'urgence relèvent de leur responsabilité. A l'époque de François Hollande prévalait « un vrai partenariat entre l'Etat et la Ville », commente Dominique Versini, l'adjointe chargée de la solidarité. Un grand centre d'accueil provisoire, surnommé « la bulle », avait été installé porte de La Chapelle. Les migrants y étaient

orientés vers d'autres solutions. Mais « patatras ! le terrain a été vendu, il a fallu démonter ce centre, et le gouvernement nommé entre-temps a fixé une doctrine différente », raconte Dominique Versini. Il n'était plus question d'aménager un nouveau centre, pour ne pas provoquer un prétendu « appel d'air ».

Depuis des mois, Anne Hidalgo se rend chaque semaine sur place pour presser le gouvernement d'intervenir. « Seul l'Etat » peut « déployer le dispositif pérenne » nécessaire et « porter au niveau européen les négociations relatives à la crise migratoire », plaide-t-elle dans une tribune publiée lundi 7 octobre et cosignée par d'autres maires, dont Martine Aubry (Lille), François Baroin (Troyes) et Meriem Derkaoui (Aubervilliers).

Les opposants mettent en cause Anne Hidalgo. Pierre Liscia, un élu (ex-Les Républicains) du 18^e arrondissement, l'accuse d'avoir créé avec sa « bulle » un point de fixation des migrants dans un quartier sinistré. D'autres soulignent ses mauvaises relations avec l'Élysée, qui expliqueraient le manque d'enthousiasme de l'Etat à héberger les migrants. Pour Benjamin Griveaux, la maire a fait preuve de « laisser-aller » en ne faisant pas démanteler immédiatement les camps illégaux. Il se fait fort d'améliorer les relations avec l'Etat. S'il est élu, tous les enfants seront « mis à l'abri », a-t-il promis dimanche. ■

DENIS COSNARD